

1.1 PIB, croissance et déficit public

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) **en volume** progresse de 1,2 %, un rythme proche de celui des deux années précédentes (+ 0,9 % en 2014 et + 1,1 % en 2015). Le rythme de la croissance reste ainsi inférieur à celui d'avant 2008 (autour de 2 % par an en moyenne sur la période 2000-2007).

La production ralentit nettement en 2016 (+ 1,0 % après + 1,5 % en 2015) mais moins que les consommations intermédiaires (+ 0,9 % après + 2,2 % en 2015). La production industrielle décélère du fait de replis dans l'agroalimentaire et la cokéfaction-raffinage et d'un ralentissement dans les matériels de transport. Elle reste inférieure de 7,0 % à son plus haut niveau, atteint en 2007. Dans l'agriculture, la chute de la production s'amplifie en raison de conditions climatiques défavorables au printemps et durant l'été (- 5,5 % après - 1,5 %). Dans la construction, la production se stabilise après deux années de baisse (0,0 % après - 2,0 % en 2014 et - 1,4 % en 2015).

En 2016, les dépenses de consommation des ménages accélèrent de nouveau (+ 2,3 % après + 0,7 % en 2014 et + 1,4 % en 2015) et contribuent pour + 1,2 point à la croissance du PIB. Les dépenses en services progressent à un rythme plus soutenu qu'en 2015 (+ 1,7 % après + 0,9 %), notamment grâce à une accélération dans l'hébergement-restauration (+ 3,0 % après + 0,3 %) et les transports (+ 3,1 % après + 0,4 %). La consommation des touristes français à l'étranger rebondit (+ 5,2 % après - 5,2 %). Les dépenses en énergie-eau-déchets accélèrent également (+ 2,8 % après + 2,0 %), en raison de températures moins clémentes en 2016 qu'en 2015. La consommation de produits agricoles rebondit (+ 2,6 % après - 0,4 %). À l'inverse, les dépenses en produits manufacturés ralentissent (+ 1,8 % après + 2,1 %).

Définitions

Évolutions en volume : dans les comptes nationaux, les grandeurs exprimées en volume (c'est-à-dire corrigées de l'évolution générale des prix) sont publiées aux prix de l'année précédente chaînés. Ainsi, le poids de chaque composante élémentaire est réestimé chaque année. Le chaînage permet de prendre en compte la déformation de structure de l'économie (prix relatifs, poids des différents produits dans la consommation, etc.), ce qui est souhaitable en particulier dans le cas de séries longues ou de composantes connaissant une évolution rapide (matériel électronique par exemple).

Pour en savoir plus

- *L'Économie française – Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2017.
- « Les comptes des administrations publiques en 2016 – Le déficit public poursuit lentement sa baisse », *Insee Première* n° 1651, mai 2017.
- « Les comptes de la Nation en 2016 – Le PIB croît de 1,2 %, le pouvoir d'achat des ménages accélère », *Insee Première* n° 1650, mai 2017.

En 2016, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,3 % en volume après + 1,1 %), du fait notamment des dépenses d'action sociale.

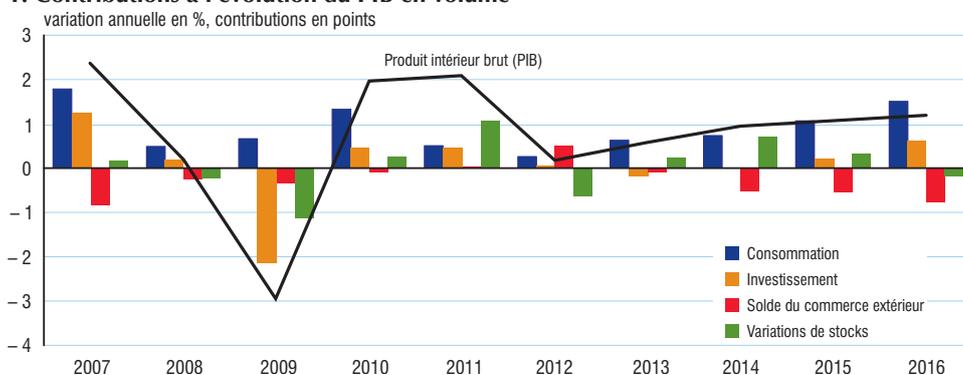
L'investissement est plus dynamique en 2016 (+ 2,8 % après + 1,0 %), mais reste en niveau inférieur de 2,1 % à celui de 2008. L'accélération en 2016 est due au rebond de l'investissement des ménages (+ 2,4 % après - 2,1 %) et, dans une moindre mesure, à l'atténuation de la baisse de celui des administrations publiques (- 0,1 % après - 3,0 %) ainsi qu'à la poursuite de l'accélération de l'investissement des entreprises non financières (+ 3,6 % après + 3,1 %).

En 2016, les importations en volume (+ 4,2 % après + 5,7 %) progressent de nouveau plus vite que les exportations (+ 1,8 % après + 4,3 %). En conséquence, le commerce extérieur contribue de nouveau négativement à l'activité, à hauteur de - 0,8 point de PIB (après - 0,5 point en 2015). En valeur, le solde extérieur se détériore très sensiblement (- 10,3 milliards d'euros) en dépit d'un nouveau repli du prix des hydrocarbures.

En 2016, le déficit public au sens de Maastricht s'établit à 75,9 milliards d'euros soit 3,4 % du PIB, en baisse par rapport à l'année 2015 (3,6 %). En part de PIB, les recettes publiques diminuent de 0,1 point et les dépenses diminuent de 0,3 point. Le solde des administrations publiques locales devient positif et atteint + 3,0 milliards d'euros, sous l'effet de la baisse de l'investissement et des consommations intermédiaires. Le déficit des administrations de sécurité sociale s'améliore de 1,8 milliard d'euros alors que celui des administrations publiques centrales se dégrade de 2,2 milliards d'euros. Le poids de la dette publique dans le PIB augmente de 0,7 point pour atteindre 96,3 % (2 147,2 milliards d'euros). ■

PIB, croissance et déficit public 1.1

1. Contributions à l'évolution du PIB en volume



Champ : France.

Lecture : en 2016, la consommation contribue pour + 1,5 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

2. PIB et opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			Prix, évolution depuis 2015 (en %)	2016	
	2014	2015	2016		Valeur (en milliards d'euros)	Contribution à la croissance du PIB en volume (en point de %)
Produit intérieur brut (PIB)	0,9	1,1	1,2	0,4	2 228,9	1,2
Importations	4,8	5,7	4,2	-2,4	695,6	-1,3
Ensemble des emplois finals	1,8	2,2	1,9	-0,3	2 924,4	2,5
Consommation effective des ménages	1,1	1,4	2,1	-0,1	1 576,5	1,5
dont : dépenses de consommation :						
des ménages ¹	0,7	1,4	2,3	-0,1	1 186,1	1,2
individualisable des administrations publiques ¹	2,1	1,5	1,6	-0,3	343,6	0,2
Consommation collective des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	0,2	183,1	0,1
Investissement	0,0	1,0	2,8	0,5	489,4	0,6
dont : entreprises non financières	1,7	3,1	3,6	0,6	276,7	0,4
ménages	-3,0	-2,1	2,4	0,8	111,6	0,1
administrations publiques	-5,3	-3,0	-0,1	0,0	76,1	0,0
Variations de stocks (en contribution au PIB) ²	0,7	0,3	-0,2	///	23,3	-0,2
Exportations	3,3	4,3	1,8	-1,7	652,2	0,5

1. La dépense de consommation des ménages correspond aux dépenses que les ménages supportent directement. La dépense de consommation individualisable des administrations publiques est celle dont les bénéficiaires peuvent être précisément définis. Elle correspond à des prestations en nature (biens ou services) dont bénéficient les ménages (dépenses pour l'éducation et pour la santé par exemple).

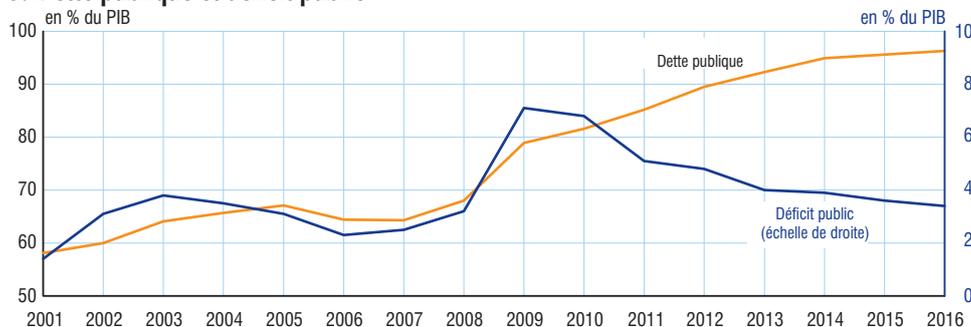
2. Les variations de stocks sont y compris « acquisitions moins cessions d'objets de valeurs ».

Champ : France.

Lecture : en 2016, l'investissement contribue à hauteur de 0,6 point à la croissance du PIB.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

3. Dette publique et déficit public



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.